

Les affres de l'histoire locale 1970-2000

L'objet de cette communication est d'interroger les rapports souvent complexes et ambigus qui se nouent depuis trois décennies entre l'histoire et le pouvoir local. Il peut sembler en effet légitime de rapprocher la montée en puissance des collectivités territoriales, amorcée dès le milieu des années 1970 et évidemment amplifiée par les vagues successives de décentralisation et le regain d'intérêt de nombreux historiens pour les sujets d'histoire locale. Le premier réflexe de la corporation historique sera de suspecter ce rapprochement et de pointer le risque d'instrumentalisation du travail scientifique. Comment éviter en effet que l'histoire locale ne serve à la promotion identitaire du lieu sur lequel elle s'exerce ? Comment contrôler les appétits de communication des élus locaux, la récupération idéologique des régionalistes voire les nécessaires compromis de la diffusion auprès d'un grand public volontiers nombriliste aussitôt qu'on parle de sa petite patrie. Ces problèmes classiques ne peuvent plus être réglés en feignant de dissocier la tour d'ivoire de la recherche universitaire et la bassesse du monde environnant. L'isolement de l'historien a vécu et son rôle social¹ peut et doit aussi s'exercer à cette échelle là. Reste à préciser la position qu'occupent aujourd'hui les historiens dans le champ d'investigation de l'histoire locale pour laquelle leurs travaux ne forment qu'une pièce parmi d'autres. Cette vaste question réclamerait une approche historiographique spécifique. Elle n'existe pas à notre connaissance, même si les historiens s'interrogent depuis longtemps sur la valeur de l'histoire locale². On proposera donc ici de discuter quelques uns des aspects de cette problématique historiographique, à partir de travaux personnels, conduits depuis une dizaine d'années sur des territoires locaux. Quatre questions ont été retenues.

- La première concerne l'évolution récente de l'histoire locale et son statut historiographique. Peut-on considérer qu'elle participe du « nouveau régime d'historicité » que souhaitent interroger les organisateurs de ce colloque ? Si oui dans quelle mesure ?
- La seconde interroge le risque de lissage que semble engendrer une approche micro-historique. A force de raffinement d'échelle ne produit-on pas une histoire dont la finalité implicite serait de gommer les aspérités politiques ou sociales de l'objet étudié ?
- La troisième questionne le risque inverse d'instrumentalisation idéologique de l'histoire locale. Dès les années 1970, le regain du régionalisme réactive la dialectique entre histoire locale et histoire nationale. Comment les historiens se sortent-ils du piège tendu, le plus souvent à leur insu ?
- La quatrième concerne le risque d'une polyphonie se transformant en cacophonie et débouchant sur le silence. Toutes les histoires locales se valent-elles ? Comment les hiérarchiser entre elles ? Quels fils directeurs doit-on tisser pour donner du sens à la multiplicité des lectures aujourd'hui produites sur les territoires locaux ?

I. L'histoire locale est-elle une technique ou un horizon ?

Pour la majorité des historiens français, le milieu des années 1970 marque une rupture dans l'historiographie. Renonçant aux synthèses ambitieuses permises par le développement de l'histoire économique et sociale, les historiens se tournent - ou se replient³ - sur des sujets limités dans le temps et dans l'espace. Ce repli traduit aussi un abandon du référent national qui cautionnait la démarche historique depuis les débuts de la Troisième République. On comprend alors que le statut de l'histoire locale se trouve foncièrement questionné par ce tournant historiographique. Entre 1984 et 1992, les livraisons successives des *Lieux de Mémoire* attesteront de l'importance de la problématique territoriale au sein de l'historiographie. Encore limitée à l'exemple vendéen en 1984⁴, la question s'étend en 1986 à l'Alsace et au patrimoine⁵ pour finalement se retrouver au cœur même de la diversité des « France » en 1992. Sur le terrain, de nombreux indices témoignent de l'intérêt sinon nouveau du moins renouvelé des historiens professionnels pour les territoires locaux⁶. Dès les années 1970, les collections

¹ Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, Bibliothèque Histoire, 2003. L'auteur, qui centre son étude sur l'articulation entre le travail de mémoire et le travail d'expertise et sur la période 1860-1960, n'aborde pas la question du statut ambivalent de l'histoire locale. Plusieurs de ses analyses peuvent néanmoins être transposées à cet objet.

² Jacques Revel (dir), *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Le Seuil-Hautes Etudes, 1996 et Jean BOUTIER, et JULIA, Dominique (dir), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'Histoire*. Editions Autrement, série Mutations, 150-151, janvier 1995

³ C'est le terme choisi par Antoine Prost pour décrire ce tournant dans *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 298.

⁴ Jean-Clément Martin, « La Vendée, région-mémoire », *Les Lieux de Mémoire*, La République, Paris, Gallimard, 1984, réédition Quarto, 1997, p. 519-534.

⁵ Jean-Marie Mayeur, « Une mémoire-frontière : l'Alsace », *Les Lieux de Mémoire*, La Nation, Paris, Gallimard, 1986, réédition Quarto, 1997, p. 1147-1170 et Françoise Bercé, « Arcis de Caumont et les sociétés savantes », *Les Lieux de Mémoire*, La Nation, Paris, Gallimard, 1986, réédition Quarto, 1997, p. 1545-1574

⁶ A en croire l'enquête conduite par Bruno Benoit, Michel Boyer et Georges Durand auprès d'une soixantaine de chercheurs au début des années 1990, la découverte de la vie intellectuelle provinciale est récente et loin d'être partagée par l'ensemble des chercheurs. Bruno Benoit, Michel Boyer et Georges Durand (dir), « vie intellectuelle : quand la province s'éveillera... Existe-t-il une vie intellectuelle en France hors de Paris ? », *Historiquement vôtre*, Lyon, PUL, 1995.

« Histoire des villes » et « Histoire des provinces » des éditions Privat traduisent aux yeux du grand public cette rencontre, qui concerne toutes les périodes de l'histoire : Philippe Wolf pour Toulouse, Paul Bois pour Nantes, Michel Mollat pour Rouen, François Lebrun pour Angers, mais aussi Jean Delumeau pour la Bretagne, Robert Fossier pour la Picardie, Maurice Crubellier pour la Champagne se chargeront de diriger des entreprises éditoriales qui font parfois encore autorité. Cet investissement de la profession dans le champ de l'édition régionale ou locale dès les années 1970, ne relève aucunement d'une opportunité de publication. De nombreux historiens professionnels ne se contentent alors pas de publier localement, ils s'investissent aussi dans la vie culturelle locale⁷, mettant leur expertise au service des territoires. Le cas de Rouen est ici exemplaire⁸. Les travaux universitaires de Jean-Pierre Bardet, Jean-Pierre Chaline et Nadine-Josette Chaline, effectués dans les années 1970⁹, s'accompagnent de très nombreuses publications dans les revues savantes locales¹⁰. La double carrière de Jean-Pierre Chaline, à la fois professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris -IV Sorbonne et principal historien rouennais, est tout à fait significative de l'intérêt que portent désormais les historiens aux territoires locaux. Membre de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen, de la Société des Amis des Monuments rouennais et directeur de publication au sein de la revue *Etudes Normandes*, Jean-Pierre Chaline est incontestablement devenu une pièce maîtresse au sein de l'échiquier culturel rouennais. Depuis le début des années 1980, il se trouve au croisement de la quasi totalité des dossiers patrimoniaux locaux (archives, musées, monuments historiques, secteur sauvegardé) et assure une médiation de qualité entre le monde de la recherche et le « grand public » local. En ce sens, il y a bien rupture avec le splendide isolement des historiens de la génération précédente, qui rechignaient à se mêler à la cohorte des érudits locaux.

A bien des égards cependant, l'intérêt des historiens professionnels pour l'échelle locale ne date pas du milieu des années 1970. Dès les années 1950, les grandes thèses d'histoire régionale issues de l'Ecole des Annales, butent sur le statut épistémologique des territoires. Chacun connaît les conditions de production de ces thèses « classiques » d'histoire économique et sociale. Profitant d'une nomination dans un grand lycée de province, des générations de chercheurs entreprirent l'exploitation systématique de fonds d'archives départementales, selon des grilles explicatives concoctées au sein des séminaires parisiens d'Ernest Labrousse ou de Fernand Braudel. D'où le risque de « départementalisation de l'histoire de France », naguère souligné par Jacques Rougerie¹¹. A bien y regarder cependant ces thèses d'histoire régionale ou départementale, ne se contentèrent pas de vérifier localement les hypothèses de travail définies à Paris, voire l'écho en province des grands événements de l'histoire de France¹². Les travaux pionniers de Louis Chevalier sur l'histoire politique de la région parisienne entre 1848 et 1870¹³, ceux de Philippe Vigier sur la Seconde République dans la région alpine¹⁴, suivis de ceux de Maurice Agulhon sur la Provence, d'Alain Corbin sur le Limousin ou de Pierre Lévêque sur la Bourgogne¹⁵ soulignent très tôt la spécificité des perceptions politiques régionales. Ils suggèrent les limites de l'histoire nationale, telle qu'Ernest Lavisse l'avait définie sous la Troisième République. Ils confirment l'intérêt des études monographiques, non seulement à l'échelle d'une région ou d'un département, mais aussi à celle d'une simple commune, envisagée sur la longue durée. En ce sens la rupture entre cette génération d'historiens et la suivante doit être nuancée.

Trois facteurs me semblent toutefois renforcer le statut de l'histoire locale au sein de l'historiographie française depuis les années 1970. Le premier est l'incontestable écho de la micro histoire italienne, révélée aux historiens français dans les années 1980. La traduction des livres de Giovanni Levi et de Carlo Ginzburg¹⁶, et plus encore la très riche préface de Jacques Revel à l'édition française du *Pouvoir au village*,¹⁷ incitèrent de nombreux chercheurs à creuser davantage encore la question des spécificités historiques des territoires locaux. L'histoire locale perdit alors son caractère suranné ou didactique pour apparaître comme le lieu d'un renouvellement

⁷ Cf l'article « Sociétés savantes » dans Emmanuel de Waresquiel (dir), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse, CNRS Editions, 2001, p. 564-566

⁸ Mais évidemment pas unique comme le montre l'investissement de Jean-Louis Biget à Albi ou de Philippe Joutard au sein du Club Cévenol.

⁹ CHALINE, Jean-Pierre. *Une élite urbaine au XIXe s: les bourgeois de Rouen*. Paris: Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1982 ; CHALINE, Nadine-Josette. *Des catholiques normands sous la Troisième République. Crises. Combats. Renouveaux*. Roanne: Horvath, 1985 ;

¹⁰ *Bulletin de la Société des Amis des Monuments rouennais, Connaître Rouen, Précis de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen* ainsi que la revue universitaire *Etudes normandes*.

¹¹ ROUGERIE, Jacques. "Faut-il départementaliser l'histoire de France". *Annales ESC*, janvier-février 1966, p. 178-193.

¹² Philippe Vigier, « la prise en compte du local par les historiens actuels », in Albert Mabileau (dir), *A la recherche du local, L'Harmattan, Logiques Politiques*, 1993, p. 43-51.

¹³ Louis Chevalier, *Les fondements économiques et sociaux de l'histoire politique de la région parisienne (1848-1870)*, thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris-Sorbonne, 1951, dactyl.

¹⁴ Philippe Vigier, *La Seconde république dans la région alpine*. Etude politique et sociale, Paris, PUF, 1963, 2 tomes. Date de soutenance 1959.

¹⁵ Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Plon, 1970. Alain Corbin, *Archaïsme et modernité en Limousin au XIXe siècle, 1845-1880*, Paris, Marcel Rivière, 1975, 2 vol. Pierre Lévêque, *Une société provinciale : la Bourgogne sous la Monarchie de Juillet et au milieu du XIXe siècle*, Paris, Touzot, 1983

¹⁶ GINZBURG, Carlo et PONI, Carlo. "La micro-histoire". *Le Débat*, 17, 1981, p. 133-136.

¹⁷ REVEL, Jacques. L'histoire au ras du sol, préface à LEVI, Giovanni. *Le pouvoir au village*. Paris: Gallimard, Bibliothèque historique, 1989, p. I-XXXIII. GINZBURG, Carlo et PONI, Carlo. "La micro-histoire". *Le Débat*, 17, 1981, p. 133-136.

possible du questionnement historiographique¹⁸. Le second facteur tient dans la modification des conditions de la recherche universitaire. La substitution, à partir du milieu des années 1980, de la thèse nouveau régime (cinq ans en moyenne) à l'ancienne thèse d'Etat (dix ans en moyenne), contribua au resserrement de certaines problématiques sur des territoires restreints, résolvant notamment la question de l'accessibilité des archives. Le troisième facteur est l'émergence, encore mal connue, d'une génération d'historiens du dimanche qui n'avaient plus d'amateurs que le nom. La massification des études supérieures, attestée dès le milieu des années 1960, augmenta mécaniquement le nombre de diplômés en histoire. Nombre d'entre eux, titulaires d'une maîtrise et devenus enseignants dans le secondaire, s'adonnèrent à l'histoire, sans pour autant s'engager dans une thèse. Si leur problématique de travail diffère généralement de celles des historiens - ils s'intéressent en effet le plus souvent à l'origine des choses et au comment, alors que les universitaires cherchent le pourquoi -, leurs méthodes d'investigation n'ont rien à envier à celles des professionnels. Leurs travaux, qui trouvent - grâce au développement de la micro-informatique dans les années 1990 - beaucoup plus de débouchés éditoriaux qu'auparavant, nourrissent l'histoire locale et concurrentiellement sérieusement la production des universitaires, qui tentent parfois de les organiser à leur profit¹⁹. C'est dire que l'histoire locale a été établie depuis la fin des années 1970 une légitimité à laquelle ne rêvaient même pas ses rares défenseurs dans les années 1960²⁰. Reste que cette légitimité ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes qu'on se propose maintenant d'aborder en s'appuyant sur quelques expériences plus ou moins heureuses de rencontre.

II. Où l'histoire devient lisse. L'histoire locale est un long fleuve tranquille

Si le besoin d'histoire locale ne date pas d'hier, il semble qu'il se soit considérablement développé depuis les années 1970. Ce développement, qui traduit un profond besoin social comme en témoignent la multiplication des associations patrimoniales²¹, s'accompagne d'une mutation de sens. L'accélération du temps quotidien entraîne la perte rapide de mémoire des événements récents, y compris à l'échelle locale. Le temps présent devient légitimement un objet d'histoire, dans la mesure où la plupart de nos contemporains se révèlent incapables d'ordonner leur propre temporalité. Le cas de l'histoire des villes nouvelles est ici particulièrement suggestif. Relevant par définition d'un temps court - les décisions sont postérieures à 1965, les premiers pionniers arrivent vers 1972-75 -, ces espaces urbains expriment depuis une vingtaine d'années un profond désir de mémoire pour lequel ils requièrent l'investissement des historiens. Cette quête, qui se tourne dans les années 1970 sur l'histoire du lieu, antérieurement à l'arrivée de la ville nouvelle s'attache plus récemment à l'histoire propre de l'urbanisation.

Très rapidement les décideurs (urbanistes, élus locaux) comprennent tout l'intérêt qu'ils ont à produire leur propre mémoire et à tenter de l'imposer avec l'histoire des lieux. A Saint-Quentin-en-Yvelines par exemple, le directeur de l'Etablissement Public d'Aménagement, Jean-Paul Alduy, soucieux de conserver la mémoire de l'opération nationale d'aménagement, confie la fin des années 1980 à sa chargée de communication la tâche d'écrire l'histoire de l'aménagement trentenaire de la ville nouvelle²². Disposant de nombreux documents d'urbanisme (plans, maquettes, photographies aériennes, archives), l'EPA s'adresse alors à une société d'historiens privés, Clio-Média, pour rédiger une histoire de la ville. De ce projet sont issus 6 volumes illustrés, intitulés *Si Saint-Quentin m'était conté*, qui reprennent l'histoire de l'urbanisme, de l'architecture et plus largement du développement de Saint-Quentin-en-Yvelines. Ils constituent à ce jour la seule histoire continue du site disponible. Le recours à des historiens de métier assure dans ce cas un travail de qualité - notamment une remarquable mise en perspective du local et du national - mais qui ne va pas sans danger. Le rapport de force existant alors entre l'Etablissement aménageur et les collectivités locales²³ n'autorise guère d'aborder frontalement les dossiers sensibles. Un lissage plus ou moins conscient de l'histoire de la ville nouvelle s'opère naturellement dans l'ouvrage, qui reproduit sans distanciation possible une chronologie somme toute acceptée par l'ensemble des acteurs locaux : 1. Le temps des décisions autoritaires (1965-1980) / 2. Le temps des décisions partagées avec les élus locaux (1981-1990). La relecture récente de cette histoire²⁴ révèle qu'il faut à la fois revisiter les séquences chronologiques et questionner la complexité des antagonismes politico-administratifs.

¹⁸ Au point de devenir parfois le centre de la recherche. Ainsi de Pierre-Yves Saunier, *L'esprit lyonnais XIXe-XXe siècle. Genèse d'une représentation sociale*, Paris, CNRS, 1995

¹⁹ CROIX, Alain et GUYVARCH, Didier (dir). *Guide de l'histoire locale*. Paris: Ed. du Seuil, 1990, p. 347

²⁰ LEUILLOT, Paul. "Défense et illustration de l'histoire locale". *Annales ESC*, janvier-février 1967, p. 154-177.

²¹ Hervé GLEVAREC et Guy SAEZ, *Le patrimoine saisi par les associations*, Paris, La Documentation française, Comité d'Histoire du Ministère de la Culture, 2002

²² Elvire Dauberville a relaté les conditions de cette mission de mémoire lors du colloque La Mémoire des villes nouvelles, tenu à Cergy-Pontoise le 14 novembre 2001

²³ Au traditionnel clivage droite-gauche, qui passe pour Saint-Quentin-en-Yvelines au cœur même de la cité dont le centre est partagé entre une commune de droite et une commune de gauche, s'ajoute des rapports de force entre les différents acteurs de la majorité de gauche au sein des communes et du Syndicat communautaire d'aménagement.

²⁴ Jean-Dominique Gladieu, « Saint-Quentin-en-Yvelines : le dur apprentissage de l'intercommunalité », *Ethnologie Française*, 1, 2003, p. 59-68 et thèse en cours de Frédéric Theulé, *L'intercommunalité à Saint-Quentin-en-Yvelines de 1965 à 2002*

Autre exemple de lissage, celui plus récent de l'histoire de Cergy-Pontoise. A la fin des années 1990, au moment où se précise la fin de l'opération nationale d'aménagement (fermeture de l'EPA en décembre 2002), la ville nouvelle entreprend de mettre en mémoire son histoire. Par deux fois - novembre 2001²⁵ et septembre 2002 - elle accueille des manifestations à caractère historique, liées à la Mission d'Histoire et d'Evaluation des villes nouvelles, constituée en 1998. Le colloque *Inventer une ville*, tenu le 5 septembre 2002, est un modèle de confusion des registres historiques. Organisé selon un cadrage strictement chronologique, menant des débuts de la Mission d'études (fin des années 60) jusqu'à la fermeture de l'EPA (2002), réunissant témoins et universitaires, la manifestation débouche sur une histoire totalement neutre de la ville nouvelle, la présentant comme un lieu d'expérimentations continues et de réussites dues au volontarisme conjugué des acteurs locaux et nationaux. Les conflits politiques, les choix discutés d'urbanisation et les problèmes sociaux rencontrés par certains quartiers de la ville sont évoqués de manière feutrée, le dernier mot revenant au maire de Cergy, président du Syndicat d'agglomération nouvelle. Significativement la principale critique de cette réécriture de l'histoire de Cergy viendra de Jean-Eudes Roullier, ancien secrétaire général du Groupe central des Villes nouvelles, qui se chargera de rappeler que l'histoire de Cergy-Pontoise ne pouvait décemment pas se lire comme un long fleuve tranquille²⁶.

Ces exemples de Cergy et Saint-Quentin-en-Yvelines traduisent on le voit une situation classique, pour les historiens comme pour les sociologues, celle de la confusion entre mémoire et histoire²⁷. En ce sens, cette instrumentalisation de l'histoire ne saurait effrayer l'historien qui traditionnellement sait se mettre en retrait ou prendre ses distances avec les commémorations officielles. Chacun s'accorde à faire la distinction entre le travail universitaire, appuyé sur un appareil critique, et la participation occasionnelle de l'historien à des entreprises commémoratives, patrimoniales ou de vulgarisation. Mais cette séparation bien comprise par le milieu universitaire l'est beaucoup moins pour le grand public, qui a une haute vue de l'expertise historique et qui tient souvent l'historien pour celui qui dit la vérité. On comprend dès lors tout l'ambivalence de la participation des historiens professionnels à de telles entreprises. Les enjeux politiques locaux sont devenus tellement importants avec la décentralisation que des professionnels, les chargés de communication, font désormais écran entre l'élus et l'historien. Au besoin, on n'hésite pas à rappeler à l'ordre ce dernier. Travaillant ainsi dans le cadre de la communauté d'agglomération rouennaise (tenue par une majorité socialiste) sur une histoire de l'architecture à Rouen au XXe siècle en collaboration avec le CAUE (institution dépendante du conseil général tenu par une majorité de droite), je me suis vu signifier que certaines formules pouvaient gêner tel ou tel partenaire institutionnel. Vouloir rendre compte de la précocité des opérations d'urbanisme de la ville de Grand-Quevilly, qui s'était dès le Front populaire doté d'équipements sportifs et culturels sans équivalent locaux à cette date, j'entendais mettre en avant le rôle du maire SFIO de l'époque Tony Larue, expert-comptable qui l'un des premiers en France - et en tous cas ici - avait compris l'utilité des prêts bonifiés proposés par l'Etat. Cette explication historique indiscutable, concernant de surcroît une période vieille de 70 ans, semblait cependant trop sensible en l'an 2000, dans la mesure où la ville de Grand-Quevilly, fief de Laurent Fabius, faisait figure de tête de pont d'une conquête attendue de l'agglomération et du conseil général pour les élections de 2001 par la gauche. On me demanda donc d'atténuer ma démonstration, ce que j'acceptai pour conserver la dimension historique de la démonstration. Au final cependant, c'est cependant la dimension esthétique qui ressortit de l'ouvrage réalisé²⁸, écrasant l'espace de compréhension de la production architecturale au XXe siècle. Sans falsifier le sens de l'histoire, j'avais été contraint d'en gommer les aspérités.

III. Où l'histoire devient officielle. L'histoire locale comme téléologie de l'identité locale

Le principal risque encouru par l'histoire locale, c'est évidemment de servir de caution aux idéologies séparatistes. Dès le milieu des années 1970, les historiens professionnels vont s'attacher à prévenir ce risque en travaillant sur les multiples aspects du régionalisme²⁹. Dans son étude sur les collaborateurs³⁰, Pascal Ory rappelle l'engagement pro-fasciste de certains régionalistes bretons ou alsaciens. La thèse était d'autant plus nécessaire que la vogue régionaliste des années 1970 s'apparentait à une relecture de l'histoire de France. Les

²⁵ La mémoire des villes nouvelles d'Ile de France. Un enjeu pour l'avenir, colloque tenu le 14 novembre 2001 à Cergy-Pontoise. Les actes ont été édités sous forme dactylographiée en 2003.

²⁶ « Si Cergy a depuis le départ un rayonnement particulier, ce n'est pas la 7^e merveille du monde » (propos de l'auteur qui critique à la fois les problèmes sociaux, le développement économique réduit et la panne de l'intercommunalité). Sur ce point voir également l'article très critique de Libération, 29 mars 2002, « La vie en villes. Cergy-Pontoise »

²⁷ Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, 1925, réédition, Albin Michel, 1994. Pour cette problématique Histoire/Mémoire appliquée aux villes nouvelles : OSTROWETSKY, Sylvia. *L'imaginaire bâtisseur. Les villes nouvelles en France*. Paris : Librairie des Méridiens, coll. Sociologie des Formes, 1983 et Claire BROSSAUD, *Le Vaudreuil Ville Nouvelle et son imaginaire bâtisseur. Identification d'un champ autour d'une ville*, Paris, L'Harmattan, 2003

²⁸ Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de la Seine-Maritime et Communauté de l'Agglomération rouennaise, *Architecture du XXe siècle dans l'agglomération rouennaise*, Darnétal, Petit à Petit, 2002

²⁹ BERTHO, Catherine, « L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 35, novembre 1980, p. 45-62

³⁰ ORY, Pascal. *Les collaborateurs 1940-1945*. Paris : Ed. du Seuil, 1976

milieux culturels bretons de l'époque, reprennent le thème de la décolonisation de la province, naguère défendu par Michel Rocard et Robert Lafont³¹ et proposent une autre histoire. La place de l'histoire dans les chansons des groupes folk bretons (Tri Yann, Alan Stivell) tout comme dans la production littéraire de l'époque (Xavier Grall, Morvan Lebesque, Jean-Pierre Le Dantec) est considérable³². Dans tous les cas il s'agit de proposer une autre histoire. Pour Lebesque, l'Histoire de France n'est qu'une « théologie », une « fable », du « temps truqué »³³. Au sein du groupe Tri Yann, Jean-Louis Jossic, ancien professeur d'histoire-géographie, construit, via des thèmes chargés d'histoire, l'histoire idéale et continue d'une autonomie culturelle bretonne³⁴. La diffusion considérable de ces textes contribue à nourrir la revendication régionaliste et ne va pas sans séduire un certain nombre d'élus locaux. Alors que les revendications du CELIB concernaient dans les années 1950 principalement le développement économique, on glisse dans les années 1970 de la culture à la langue, considérée comme le premier pas vers l'autonomie provinciale. Ce mouvement, qui connaît son apogée entre 1977 et 1978 (naissance du mouvement Diwan, discours présidentiel de Ploërmel, combats écologistes autour de la centrale de Plogoff) retombe dans les années 1980 puis renaît à l'appui de la seconde vague celtique des années 1990³⁵. Dans une thèse de sociologie consacrée à *l'Identité bretonne*, Ronan Le Coadic reprend les idées de Morvan Lebesque et n'hésite pas à affirmer que « certains peuples, conquérants, ont usé de l'universalisme et d'un contrat social postulé pour faire régner leur culture et leurs valeurs »³⁶. Certes, il ne s'agit pas d'histoire, mais ce travail universitaire, qui vise à décrire les différentes composantes du régionalisme breton contemporain est financé par la région Bretagne. C'est dire que les collectivités locales n'ont pas d'a priori sur le sens de leur histoire et sont susceptibles de s'ouvrir à d'autres récits.

Bien entendu les historiens n'ont pas été dupes de cette dérive. Dès les années 1970, ils démontent la construction du mythe régionaliste en démontrant que la prétendue continuité identitaire est le fruit d'une reconstruction dont les attendus économiques, sociaux ou culturels sont facteurs des besoins de l'époque qui la produit³⁷. Ce faisant ils reprennent et développent les attendus de la critique philologique qui dès le milieu du Second Empire avait pu mettre en cause la validité de la collecte d'un Théodore Hersart de la Villemarqué³⁸. Reste à s'interroger sur la diffusion de leurs démonstration auprès du grand public. Comment par exemple comparer le poids respectif des ouvrages consacrés à l'histoire de la Bretagne et publiés par les Presses universitaires de Rennes et les multiples productions d'histoire diffusées par Coop Breizh ou les revues spécialisées comme *Pays de Bretagne* ? Comment éviter que la production universitaire ne vienne - à son insu - cautionner le réflexe identitaire. Le jeu des titres d'ouvrages est ici redoutable³⁹, même s'il faut bien tenir compte des impératifs économiques et politiques. Le cas de la Bretagne ou de la Corse est bien sur particulièrement aigu et d'ailleurs régulièrement balisé par les historiens, mais le risque de confusion entre histoire et idéologie locale ne s'arrête pas là.

Au début des années 1990, une série de recherches conduites sur la préhistoire des politiques culturelles municipales⁴⁰ a pu mettre en évidence l'antériorité des politiques locales sur les politiques nationales de la culture. Dès les années 1880, de nombreuses villes prennent en charge la gestion d'établissements culturels (théâtres, bibliothèques, musées, écoles de musique ou de dessin) et définissent les attendus d'une politique de démocratisation culturelle locale. Le mouvement s'amplifie sous le Front populaire puis la IV^e République avant de se généraliser dans les années 1970. Ces études historiques vinrent à point nommé pour soutenir les politiques municipales des années 1990. A l'heure où nombre de villes étaient engluées dans les problèmes sociaux et

³¹ LAFONT, Robert. *La révolution régionaliste*. Paris : Gallimard, coll « idées », 1967. *La revendication occitane*. Paris: Flammarion, 1974

³² LEBESQUE, Morvan. *Comment peut-on être breton ? Essai sur la démocratie française*. Paris : Le Seuil, 1970 ; Jean-Pierre Le Dantec, *Bretagne : re-naissance d'un peuple*, Paris, Gallimard, La France Sauvage, 1974 ; Xavier Grall, *Le cheval couché*, Paris, Hachette, 1977

³³ Op.cit., p. 43-45.

³⁴ Voir notamment les textes en français des albums *La découverte ou l'ignorance* (1976) (Marzelle/Phonogram 9 286 197) et *Urba* (1978) (Marzelle/phonogram 9 199 917)

³⁵ BERTHO-LAVENIR, Catherine. « Pourquoi ces menhirs ? Les métamorphoses du mythe celtique ». *Ethnologie Française*, 1998, 3, juin-septembre, tome XXVIII, p. 303-311.

³⁶ LE COADIC, Ronan. *L'Identité bretonne*. Thèse de sociologie, sous la direction d'Anne Guillou, Université de Bretagne occidentale, Brest, 1997, p. 7.

³⁷ THIESSE, Anne-Marie. *Ecrire la France, Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Epoque et la Libération*. Paris: Presses universitaires de France, ethnologie, 1991

³⁸ Jean-Yves Guiomar, « Le Barzaz-Breiz », in *Les Lieux de Mémoire*, réédition Quarto, tome 3, p. 3479-3514.

³⁹ Le dernier catalogue des Presses Universitaires de Rennes (mai 2003) présente ainsi les titres d'ouvrages suivants : *Les orfèvres de Basse Bretagne ; Les premiers bretons d'Armorique ; Les Bretons de Noinoë*.

⁴⁰ POIRRIER, Philippe. *Municipalité et culture au XXe siècle: Des Beaux-arts à la politique culturelle. L'intervention de la Municipalité de Dijon dans les domaines artistiques et culturels. (1919-1995)*. Dijon: Université de Bourgogne, 1995, thèse de doctorat d'histoire, dir. Pierre Lévêque ; RAB, Sylvie. *Culture et banlieue. Les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*. Paris: Université de Paris VII-Denis Diderot, 1994, thèse d'histoire, dir. Michèle Perrot, multigr ; RENEAU, Serge. "Politiques et pratiques culturelles au Havre, 1944-1965". *Etudes normandes*, 1, 1990, p. 7-22 ; TALIANO-DES GARETS, Françoise. "Les politiques culturelles à Bordeaux de 1945 à 1975", *Les cahiers de l'IHTP*, 16, 1990.

- TALIANO-DES GARETS, Françoise. *La vie culturelle à Bordeaux. Les lettres et les arts 1945-1975*. Thèse d'histoire, dir. Pierre Guillaume, université de Bordeaux, 1992, multigr., 3 volumes, p. 676 + annexes.

urbains, la culture pouvait apparaître comme un secteur apte à démontrer la capacité du politique à se saisir de dossiers positifs. L'historien, en démontrant l'ancienneté de ces préoccupations politiques contribuait implicitement à leur légitimité. Il ne restait dès lors qu'un pas à faire pour passer de la caution virtuelle à la participation directe de l'historien à la mise en œuvre de cette politique culturelle locale, du moins dans ces aspects historiques. L'exemple de la petite collection *Histoire (s) d'Agglo*, lancée à Rouen en 1998 est révélatrice des possibilités et des ambiguïtés de ce passage.

Désirant développer les compétences culturelles et patrimoniales du District de Rouen, un élu local, à la fois maire d'une petite commune ouvrière et président de la Commission culturelle du District fondé en 1995, réunit en 1997 un petit cercle d'historiens⁴¹. A l'issue de quelques réunions de travail, on décide de lancer une collection de fascicules, à portée historique. Il s'agissait de révéler au grand public quelques uns des trésors patrimoniaux de l'agglomération. Tirés à 20 000 exemplaires, gratuits, ces livrets de 28 pages, au format d'un livret de CD remportent rapidement un grand succès auprès d'un lectorat très varié. Ils présentent notamment l'intérêt de sensibiliser à l'histoire un public populaire qui hésite parfois à franchir le seuil des nombreuses sociétés savantes locales. Dès l'origine cependant le contenu et le sens de cette collection paraît poser un certain nombre de problèmes. Comment tout d'abord, articuler les normes du travail scientifique et les contraintes d'une publication grand public, de surcroît directement pilotée par une collectivité locale ? Comment éviter en d'autres termes le piège de l'histoire officielle et de l'histoire-communication ? La solution de compromis trouvée fut de publier, en dernière page des courts fascicules, les références bibliographiques utilisées et de signifier que les propos tenus n'engageaient que leur auteur. Une seconde question se posa très vite. Comment éviter le patchwork d'une collection de vulgarisation pouvant toucher toute l'histoire d'un lieu depuis la préhistoire jusqu'au contemporain ? La solution trouvée fut d'assumer clairement l'instrumentalisation de l'histoire par le politique, à condition de garder la maîtrise du contenu scientifique. En d'autres termes on proposa une charte problématique, précisant la finalité de la collection (promouvoir une culture d'agglomération, mettre l'accent sur les formes périphériques de patrimoine et sur l'histoire méconnue de la banlieue, partir systématiquement de l'espace vécu des habitants, utiliser les grilles de lecture du paysage suscitées par les nouveaux transports en commun). On établit ensuite, comme pour les revues scientifiques, un comité de lecture, étroitement contrôlé par des historiens⁴². Chemin faisant, la problématique retenue contribua à enrichir la perspective que les uns et les autres pouvaient avoir de l'histoire locale. Prenant au pied de la lettre le projet politique d'intégration intercommunale, on (re)découvrit la richesse des archives municipales de banlieue et la complexité du rapport entre le centre et ses périphéries à l'échelle d'une grande ville comme Rouen. Ceci dit, l'expérience buta aussi sur un certain nombre d'obstacles, révélant que le rapport de force entre le scientifique et le politico-administratif tournait rarement à l'avantage du premier. La forte pression des services de communication, soucieux d'exploiter au mieux l'actualité (Tour de France, inauguration des tranches de métro, etc.) amena le comité de lecture à plier devant le fait accompli à de nombreuses reprises (thèmes imposés contre le principe établi de la charte, formules et thèmes censurés ou fortement discutés en fonction de l'agenda politique). Au total sur 20 numéros sortis, 10 seulement s'inscrivent dans la charte définie. A terme, l'expérience s'impose davantage comme une extension possible du rôle social de l'historien que comme son seul horizon.

IV. Où l'histoire devient plurielle. L'histoire locale comme prisme de la post-modernité

Dans notre analyse du statut contemporain de l'histoire locale on a jusqu'ici raisonné en termes bipolaires, en opposant termes à termes la vision de l'historien et celle de l'élu, l'universel au particulier, l'histoire et la mémoire. Ces alternatives simples ne couvrent cependant pas l'ensemble de la problématique actuelle de l'histoire locale. En se densifiant, la production de récits historiques locaux est progressivement devenue polyphonie, ce qui fait courir à l'histoire un autre risque, celui d'être ramenée à une pure légende, au double sens du mot, récit mythique ou carton d'illustration d'une image des lieux. Deux exemples nous serviront ici à illustrer cette dérive : celui des écomusées et celui du courant patrimonial.

L'évolution contemporaine des écomusées est particulièrement significative de la mise en scène de l'histoire locale. Ces musées, créés pour la plupart depuis les années 1970 sont par définition des musées de territoires⁴³. Ils n'ont pas pour vocation d'exposer une seule histoire mais d'interroger la manière dont se compose l'identité ou les identités d'un territoire donné. Dans l'absolu, l'écomusée ne se distingue pas du territoire dans lequel il s'inscrit. Il peut exister sans collections, se contentant de mettre en scène la mémoire des lieux et des habitants. Autour du mot clé de mémoire se joue la rencontre aussi ambiguë que stimulante entre l'historien et l'ethnologue. Là où le premier donne sens la continuité et hiérarchise les discours, le second prend acte de la contemporanéité des récits qui tous selon lui font sens, quelque soient leur représentativité. Là où les historiens

⁴¹ A l'origine (1996-1997) le cercle se composait de quatre ou cinq personnes dont trois étaient titulaires d'une maîtrise d'histoire et une quatrième d'un doctorat nouveau régime. Rapidement, le groupe s'étoffait et s'ouvrit à d'autres chercheurs, érudits locaux mais aussi doctorants en histoire et universitaires.

⁴² Le comité de lecture institué en 2000 est exclusivement composé d'historiens professionnels (quatre docteurs, deux titulaires de la maîtrise d'histoire).

⁴³ *Musées et sociétés, actes du colloque national Mulhouse- Ungersheim*, juin 1991, Paris, DMF, 1993

mettent en avant les spécificités de l'histoire économique et sociale d'un lieu - l'histoire industrielle au Creusot, l'histoire agricole dans la Bresse⁴⁴, l'histoire ferroviaire de Trappes - les ethnologues s'interrogent sur les traces atypiques qu'expriment les récits de vie où s'entremêlent des registres de temporalité et de références spatio-culturelles concurrentes. L'écomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines, créé en 1977⁴⁵ pourra ainsi tour à tour servir la mémoire de Trappes, celle de l'Etablissement public d'Aménagement de la Ville Nouvelle, celle des associations de sauvegarde s'intéressant au passé de la ville nouvelle, celle des nouveaux habitants, celle enfin de l'intercommunalité en devenir. Dans la plupart des cas, les écomusées ont fait appel aux historiens- souvent universitaires- pour déchiffrer le sens du passé. Au Creusot, cas limite sans doute, se succèdent les grands noms - Georges Duby, Yves Lequin, Louis Bergeron ou Christian Devillers - qui contribueront à expliciter le système paternaliste que l'écomusée prétendait justement interroger. Très rapidement cependant, les écomusées ont souhaité s'affranchir des historiens pour des raisons à la fois muséologiques - le didactisme historien étant jugé trop académique - et ethnologiques. Pour un ethnologue, l'histoire est une science auxiliaire, une démarche parmi d'autres, qui doit évidemment avoir une place centrale dans le dispositif de révélation du sens d'un territoire mais qui ne saurait constituer la seule forme d'explication.

A l'arrivée, la production de mémoire locale par les écomusées - expositions, catalogues - joue sur l'ambivalence des registres historiques et suggère que la mémoire d'un lieu peut relever de plusieurs histoires qu'il ne convient pas forcément de hiérarchiser. Par exemple, lorsque l'écomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines s'intéresse au « mouvement pionnier », il restitue la force du discours et accumule les preuves audiovisuelles de l'acuité de ce mouvement⁴⁶ en villes nouvelles dans les années 1970, lors même que les historiens trouvent les mêmes traces de mouvement pionnier dans les années 1950-1960 au sein des grands ensembles. Le problème de l'écomusée n'est pas d'interroger la question des ruptures et des continuités mais de rendre compte d'un mythe fondateur. L'histoire, en tant que discipline visant à établir une vérité scientifique, s'en trouve de fait marginalisée. L'historien, qui se voulait metteur en scène, est strictement rappelé à son rôle de figurant.

La seconde dérive qu'on se doit d'évoquer est celle de la confusion entre histoire et patrimoine, particulièrement active sur le terrain local. Le cas de l'histoire urbaine contemporaine est révélateur de cette évolution. Alors que la Reconstruction ou les Grands Ensembles avait longtemps été considérés comme des échecs, ils entrent dans les années 1990 dans une phase de patrimonialisation, au moment précis où les historiens investissent le champ⁴⁷. A leur corps défendant, les historiens contribuent à neutraliser l'objet sur lequel ils travaillent, en remplaçant sur la longue durée les traditionnelles ruptures architecturales, en révélant l'importance des contraintes et le poids de l'héritage des conceptions et des pratiques, bref en mettant à distance des moments récents de l'histoire urbaine. En faisant sortir ces objets urbains de l'histoire formelle négative dans laquelle ils étaient jusqu'à une date très récente enfermés, les historiens préparent -sans le vouloir - la récupération de ces mêmes formes par les différentes instances de mémoire : CAUE, Services de l'Inventaire, DRAC. L'écriture historique, entendons ici celle des historiens professionnels, est considérée à tort ou à raison par le corps social, comme une écriture définitive. La messe est dite quand l'historien a parlé, le travail de deuil peut commencer⁴⁸. L'objet d'étude enfin mis à distance retrouve sa dimension purement plastique, comme déconnecté de ses enjeux sociaux contemporains. A la limite ce que demande le milieu local à l'historien c'est de fournir la légende des différents tableaux d'une exposition. De la même manière qu'un visiteur de musée s'approche un temps du carton pour prendre ensuite du recul par rapport à l'œuvre exposée, le touriste ou l'habitant d'un lieu demandent à l'historien de contribuer à la patrimonialisation de ce lieu, c'est à dire sa mise hors jeu social. Lors des journées du patrimoine, on pourra ainsi visiter certains logements sociaux, dont les historiens auront préalablement expliqué les logiques de production.

On sait le rôle déterminant qu'ont joué les historiens dans la promotion, depuis la fin des années 1970, de nouvelles formes de patrimoine, à commencer par le patrimoine industriel. Ce mouvement s'explique par la conjonction de la forte demande patrimoniale et du poids grandissant de l'histoire culturelle au sein de la discipline historique⁴⁹. Il me semble cependant que si cet investissement a permis de sauver un certain nombre d'édifices d'une destruction certaine, le risque est aujourd'hui grand de voir l'histoire ramenée à un simple argumentaire patrimonial. Il peut être urgent dans certains cas de prendre de la distance par rapport à la finalité patrimoniale, qui ne peut plus être lue comme un simple débouché du travail de l'historien mais qui apparaît bel et bien comme le risque de sa dilution dans un système culturel indifférencié.

⁴⁴ Annie Bleton-Ruget, « pays et noms de pays : l'invention de la Bresse loughannaise, XIXe-XXe siècles », *Ruralia*, 8, 2001, p. 35-57

⁴⁵ Julie Guiyot-Corteville, « L'écomusée de Saint-Quentin-en-Yvelines : acteur ou témoin de la ville nouvelle », *Ethnologie Française*, 1, 2003, p. 69-80

⁴⁶ *L'esprit pionnier ou l'aventure des premiers habitants de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines*, catalogue de l'exposition L'esprit pionnier 19 novembre 1998-25 septembre 1999, SQY, SAN, 1999.

⁴⁷ Danièle Voldman, *La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997 et « La patrimonialisation de la Reconstruction » dans *Histoire des politiques du patrimoine XIXe-XXe siècles*, Paris, La Documentation Française, Comité d'Histoire du Ministère de la Culture, 2003 (à paraître) ; FOURCAUT Annie et PAQUOT Thierry (dir), 2002, « Le grand ensemble, histoire et devenir », *Urbanisme*, janvier-février, 322 : 35-88

⁴⁸ Sur le lien ambivalent entre le travail de l'historien et la mise à distance de l'objet sur lequel il travaille par le corps social voir la réflexion très stimulante proposée par Octave Debary, *La fin du Creusot ou l'art d'accommoder les restes*, Paris, Editions du CTHS, 2002

⁴⁹ Philippe Poirrier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Editions du Seuil, 2003

Au final les relations entre l'historien et le territoire du local s'avèrent beaucoup plus ambiguës qu'il n'y paraît. Si l'on a pu célébrer il y a dix ans⁵⁰, les perspectives de redécouverte du local, il semble aujourd'hui qu'il faille l'aborder avec certaines précautions. Deux me semblent particulièrement nécessaires. D'une part, l'horizon de la recherche historique ne peut être uniquement local. Quand bien même un historien s'acharnerait à fouiller un territoire, il n'en épuiserait pas la signification, tant l'échelle d'analyse dépend des questions que l'on se pose. De nombreux historiens, pourtant attachés à l'histoire locale, conviennent aujourd'hui qu'on ne connaît bien un territoire que lorsqu'on s'en éloigne⁵¹. D'autre part, la dérive patrimoniale du travail historique doit fondamentalement être interrogée par la discipline. Passée dans les manuels du secondaire, cette conception qui ramène la science historique de la production de « documents » à la production de « monuments » menace incontestablement le sens de la démarche historique. Comme le rappellent la plupart des manuels d'histoire, l'histoire doit être sociale avant d'être culturelle⁵², faute de quoi l'historien risque fort d'être réduite de confondre le statut de conseiller et celui de courtisan.

Loïc Vadelorge
Centre d'Histoire culturelle des sociétés contemporaines
Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

⁵⁰ « La reconstruction des sociétés pourrait bien se faire par leur base et non par le sommet comme nous l'enseigne la tradition, au moins en France » écrivait en 1993 le politologue Albert Mabileau en introduction du colloque *A la recherche du local*, op. cit., p. 27.

⁵¹ « On ne comprend bien Rouen qu'en en sortant... » écrit Jean-Pierre Chaline dans la préface de *Rouen, un siècle de vie 1900-2000*, Fécamp, Editions des Falaises, 2002

⁵² Antoine Prost, « sociale et culturelle, indissociablement », in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, L'univers Historique, 1997, p. 131-146. Rappelons que Pascal Ory a défini très tôt l'histoire culturelle comme « l'histoire sociale des représentations », « Pour une histoire culturelle de la France contemporaine (1870-...), Etat de la question ». *Bulletin du centre d'histoire de la France contemporaine*, 2, 1981, p. 11